

point quitté Paris dès le 7 ou le 8 septembre, organisant incontinent la guerre défensive. La France y eût gagné un mois, dont les heures valaient des semaines, le mois où l'agglomération des forces allemandes devant nos citadelles assiégées empêchait M. de Moltke de faire, avec les troupes considérables dont il disposa plus tard, la campagne de France.

M. Gambetta, remplacé au ministère de l'intérieur par M. Jules Favre chargé de l'intérim, emportait, au nom du gouvernement de la défense nationale, une proclamation aux Français; proclamation patriotique, à laquelle il ajouta le tableau éloquent, mais un peu exagéré, de Paris, qu'il présentait comme un vaisseau immense, armé et garni de défenseurs jusqu'aux hunes (1). Ce tableau à la Barère dut au surplus agir sur l'imagination du peuple de France, et stimuler le patriotisme de la nation.

A peine M. Gambetta était-il parti, que les manifestations continuaient. Elles ne réussissaient jamais et n'aboutissaient même pas toujours. M. Blanqui, élu chef d'un bataillon de la garde nationale de Montmartre, après le 4 septembre, essayait d'organiser, le 7 octobre, une nouvelle manifestation contre l'Hôtel de ville, échouait dans sa tentative, et, soumis ensuite à la réélection, ne parvenait pas à être confirmé dans son grade par le suffrage de ses soldats (2).

Peu après, le commandant Sapia, du 146^e bataillon, distribuait des cartouches à ses hommes, et les engageait à son tour à marcher sur l'Hôtel de ville. Les gardes nationaux eux-mêmes l'arrêtaient et le conduisaient à l'état-major de la place. M. Sapia, dont le nom reviendra sous notre plume à l'occasion du 22 janvier, fut acquitté par le conseil de guerre chargé de le juger.

C'était le 8 octobre que le commandant Sapia faisait appel à la guerre civile. Ce jour-là était la date choisie par les opposants pour organiser contre le gouvernement une manifestation imposante. Le *Journal officiel* du 7 octobre ayant, par une note assez ferme, déclaré qu'en présence des sommations reçues et des menaces, il était de sa dignité et de son devoir d'ajourner jusqu'à la levée de l'état de siège les élections municipales, une affiche du Comité central des vingt arrondissements de Paris avait, en réponse à cette note, été placardée sur tous les murs de la ville, réclamant énergiquement la Commune de Paris. C'est sur ce mot mal interprété, mal expliqué, compris par bien peu de gens, exploité par beaucoup d'autres, qu'allait se livrer dans Paris une lutte tout intestinale, dont nous suivrons et examinerons les phases. Pour le

(1) Voir aux Documents complémentaires.

(2) Il n'obtenait pas plus de trois cents voix.

moment, tenons-nous-en aux manifestations extérieures de l'opposition et du mécontentement d'une partie de l'opinion.

Les opposants ne comptaient alors qu'une minorité assez faible, et ils s'aveuglaient tout à fait en espérant qu'ils pourraient entraîner à leur suite Paris entier. Il a fallu les souffrances des derniers mois du siège et l'exaspération irraisonnée qui suivit l'éroulement de toutes les illusions pour que Paris ait laissé faire et même suivi le mouvement. Au 8 octobre, Paris, comptant sur la victoire et ne songeant qu'à la défaite possible de l'ennemi, était sourd à toute parole de sédition. Aussi bien, lorsque, à midi et demi, un rassemblement de cinq ou six cents citoyens vint crier devant l'Hôtel de ville : Vive la Commune ! leurs cris trouvèrent peu d'échos. Une demi-heure après, le 84^e bataillon de la garde nationale (commandant Maurice Bixio, fils de l'ancien ministre de la République de 1848), venait se ranger devant le palais municipal et se déployer sur deux rangs le long de la façade. Un moment, on put craindre une collision sanglante. Mais, par bonheur, toute lutte fut évitée. Tout se borna à des cris. Le général Trochu accourait, à cheval, bientôt suivi du général Tamisier, commandant en chef la garde nationale; la foule les acclamait, criant : *Vive la République!* tandis qu'après le 84^e, des bataillons nouveaux accouraient pour protéger l'Hôtel de ville. La manifestation se termina par une revue. Sous un ciel brouillé, roulant des nuages emportés, d'où tombait la pluie, le gouvernement parcourut les rangs des bataillons et, les officiers s'étant rangés en cercle, M. Jules Favre, d'une voix haute, prononça ces paroles, qu'interrompait sourdement le bruit lointain de la canonnade engagée devant Paris :

« Messieurs,

« Cette journée est bonne pour la défense, car elle affirme une fois de plus et d'une manière éclatante notre ferme résolution de demeurer unis pour sauver la patrie. Cette union intrépide, dévouée dans une seule et même pensée, elle est la raison d'être du gouvernement que vous avez fondé le 4 septembre. Aujourd'hui, vous consacrez de nouveau sa légitimité. Vous entendez le maintenir pour qu'avec vous il délivre le sol national de la souillure de l'étranger; de son côté, il s'engage envers vous à poursuivre ce noble but jusqu'à la mort, et pour l'atteindre, il est décidé à agir avec fermeté contre ceux qui tenteraient de l'en détourner.

« Par un redoutable hasard de la fortune, Paris a l'honneur de concentrer sur lui l'effort des agresseurs de la France; il est son boulevard, il la sauvera par votre abnégation, par votre courage, par vos vertus civiques, et, si quelques té-



LA GUERRE EN PROVINCE. — Résistance héroïque de la ville de Châteaudun.

méraires essayent de jeter dans son sein des germes de division, votre bon sens les étouffera sans peine. Tous, nous eussions été heureux de donner aux pouvoirs municipaux le fondement régulier d'une libre élection. Mais tous aussi nous avons compris que, lorsque les Prussiens menacent la cité, ses habitants ne peuvent être qu'aux remparts, et même au dehors, où ils brûlent d'aller chercher l'ennemi. Mais, quand ils l'auront vaincu, ils reviendront aux urnes électorales; et, au moment

où je vous parle, entendez-vous l'appel suprême qui m'interrompt? c'est la voix du canon qui tonne et qui nous dit à tous où est le devoir.

« Messieurs, un mot encore. Aux remerciements du gouvernement qui est votre œuvre, votre cœur, votre âme, qui n'est quelque chose que par vous et pour vous, laissez-moi mêler un avis fraternel: que cette journée ne fasse naître en nous aucune pensée de colère ou même d'animosité. Dans cette grande et généreuse population, nous n'avons pas

d'ennemis. Je ne crois pas même que nous puissions appeler adversaires ceux qui me valent l'honneur d'être maintenant au milieu de vous. Ils ont été entraînés; ramenons-les par notre patriotisme. La leçon ne sera pas perdue pour eux; ils verront par votre exemple combien il est beau d'être unis pour servir la patrie, et, désormais, c'est avec nous qu'ils voleront à sa défense.»

Flourens n'était pas à la manifestation du 8 octobre. Mais, dès le lendemain, poursuivi par son idée fixe, il écrivit une lettre à Rochefort, l'adjurant, au nom de sa popularité, au nom du salut commun, de donner immédiatement sa démission de membre du gouvernement. Ce fut à cette lettre que M. Rochefort répondit par une déclaration rendue publique et imprimée en tête du *Rappel*: « Je suis descendu jusque dans les sous-sols les plus impénétrables de ma conscience et je suis remonté, en me disant que mon départ pourrait provoquer un conflit, et que provoquer un conflit, c'était ouvrir une brèche aux Prussiens. » On pourrait railer l'étrange style de vaudevilliste de ce document, mais il fallait reconnaître que M. Rochefort était sage en abandonnant « la question de la Commune, devenue un champ de bataille. — Ayons, ajoutait-il encore sur le même ton, la patience d'allonger la courtoie jusqu'à la levée de l'état de siège. »

Flourens fut déçu. Il n'entendait ni rien allonger, ni rien ajourner. Un moment il fut question de l'arrêter, et le 9 octobre le général Tamisier lui signifiait qu'il n'avait plus à commander qu'un seul bataillon, et qu'il devait quitter son grade et son uniforme de major. Flourens conserva ses galons et songea dès lors à une manifestation nouvelle. Ce fut au lendemain de ces incidents que M. de Kératry, donnant sa démission de préfet de police, partit en ballon pour la province avec une mission militaire. M. Ranc, dont l'administration avait été fort appréciée à la mairie du neuvième arrondissement, partait à son tour. En se retirant, M. de Kératry, dans un mémoire au gouvernement, concluait à la suppression de la préfecture de police. Il en reçut, dans le *Combat*, les félicitations de M. Félix Pyat. M. de Kératry allait être remplacé, à la préfecture de police par M. Edmond Adam, ancien représentant du peuple; et M. Ranc, à la mairie de la rue Drouot, par Gustave Chaudey, avocat, un des exécuteurs testamentaires de Proudhon.

A vrai dire, ces évolutions diverses ne causèrent point dans Paris une agitation bien grande. On ne s'occupait encore et presque uniquement que de la défense, qu'on trouvait bien un peu lente, mais que l'on considérait comme prudemment dirigée par le général Trochu.

Pendant que se passaient ces événements politiques, de petites opérations militaires étaient tentées autour de Paris. Le général Vinoy avait

fait occuper, le 7 octobre, le village de Cachan. Devant Thiais, à cette même date, la nuit, les marins du fort de Montrouge surprenaient l'escorte d'un convoi prussien, l'attaquaient à la hache d'abordage et à la baïonnette, et ramenaient ou brûlaient les fourgons. Le 8, une reconnaissance chassait l'ennemi de Bondy et occupait le village jusqu'au soir. Le général Ducrot essayait de rencontrer les Allemands à la Malmaison qu'il trouvait abandonnée. Devant Bezons, les éclaireurs de la garde nationale faisaient le coup de feu avec les tirailleurs ennemis. Le 10, le général Blanchard faisait occuper, en avant de Cachan, la maison Millaud et y établissait ses avant-postes. Le 12, des reconnaissances étaient à la fois dirigées, d'un côté, vers le plateau d'Avron, et de l'autre vers la Malmaison. Cette fois, à la bifurcation des routes de Bougival et de la Jonchère, nos soldats étaient arrêtés par une volée de mitraille, mais les canons du Mont-Valérien faisaient bientôt taire l'ennemi. Ce n'était rien d'ailleurs, ou peu de chose, et le général Trochu avait le tort, l'immense tort, de combiner, après de longues réflexions, des actions importantes, trop importantes, pour être des reconnaissances, trop peu menaçantes pour être de grandes batailles, au lieu de faire chaque jour, chaque nuit, quelque attaque, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, et de lasser, s'il était possible, d'inquiéter en tous cas, d'alarmer l'ennemi.

Au surplus, à ce moment du siège, les forces des Allemands, massées sous Paris, étaient assez faibles. Le général de Moltke n'avait alors à sa disposition que 160,000 hommes, 180,000 au plus, et le général Trochu pouvait facilement jeter sur un seul point de la périphérie un nombre au moins égal de combattants. Mais il fallait de l'énergie, de la décision, une volonté, une confiance que le général n'avait pas. En ce sens, l'exaltation de Flourens eût été légitime s'il eût simplement voulu stimuler la direction militaire et non s'y substituer. Le général Trochu parlait, ergotait et n'agissait pas. Dans les conseils du gouvernement, à l'hôtel de ville, dans ce salon où, jusqu'à une heure fort avancée de la nuit, s'élaboraient les projets de la défense, M. Trochu parlait sans cesse. Éloquent, disert, d'une parole claire, correcte et abondante, il semblait vouloir prouver à la majorité d'avocats qui l'écoutait, qu'un général pouvait être orateur et grammairien. C'était Vaugelas général. Il citait aussi du latin. Ses discours avaient d'ailleurs une telle verve confiante, quasi gasconne, qu'ils entraînaient les esprits les plus opposés aux idées intimes du général Trochu. J'ai dit que M. Henri Rochefort subissait absolument le charme de cette parole militaire. En revanche, M. Gambetta avait sur M. Trochu une réelle influence, et l'on doit regretter sur ce point que le tribunal n'ait pu peser

directement sur les décisions du général. Il l'eût certainement éperonné et contraint d'agir.

Chose à noter, l'adversaire le plus décidé de M. Trochu, dans les conseils du gouvernement, était M. Ernest Picard. Partisan de la paix, regardant la victoire comme impossible, M. Picard n'en poussait pas moins M. Trochu à l'action. « Au moins, si vous faites la guerre, faites la avec « énergie. » Ce gros homme perspicace et narquois, peu enclin aux héroïsmes de Saragosse, avait percé à jour le général et deviné sa mollesse dissimulée sous sa façade séduisante.

Toujours est-il que les heures s'écoulaient, se dépensaient en discours. M. Trochu parlait et le gouvernement écoutait. Cependant, le roi de Prusse, qui, depuis le 5 octobre, avait quitté Versailles pour établir son quartier général à Versailles, pouvait craindre une sortie de la garnison de Paris. Il y avait, en effet, du danger, une certaine témérité à investir une cité aussi formidable avec une armée aussi peu nombreuse. « Mais, dit « M. Jules de Wickede, cette témérité n'était qu'« parente et se fondait sur une connaissance pro- « fondée de l'ennemi (1). » C'est de la psychologie ou de la physiologie, comme on voudra, appliquée à la guerre. Mais un chef d'armée doit avoir pour science première celle du tempérament des hommes. Maurice de Saxe parle du *cœur humain* qu'il faut étudier pour gagner des batailles. Toujours est-il que, si les écrits de M. de Wickede sont exacts, M. de Moltke était certain que son adversaire ne l'inquiéterait pas. « On se racontait à Versailles que M. de Moltke, parlant du danger que « pouvait courir le quartier général, en cas d'une « sortie sérieuse des Français, avait répondu : « Ils pourraient la faire, mais ils ne la feront pas. »

« Si cette parole est vraie, ajoute M. de Wickede, elle prouve une fois de plus la justesse des appréciations du général en chef prussien. Pourquoi Trochu, lors de la sortie de deux divisions du général Vinoy, le 30 septembre, n'envoya-t-il pas les renforts nécessaires? Ou, s'il ne disposait pas à cette époque de troupes en nombre suffisant, c'était bien insensé d'entreprendre une sortie et de sacrifier inutilement la vie de quelques centaines de braves soldats. Trochu, certes, devait bien penser qu'avec deux divisions seulement, il ne pouvait pas espérer de résultat (2). »

La faute du combat de Chevilly fut répétée au combat de Bagnaux, le 13 octobre. Les mobiles et la ligne, non appuyés, montrèrent un courage inutile et, après un avantage obtenu, n'en purent profiter. A neuf heures du matin, le général Vinoy fit attaquer Clamart et les positions de Bagnaux et de Châtillon. Tandis que deux bataillons du 13^e de

marche et 500 gardiens de la paix mobilisés emportent Clamart sans coup férir, le général de Sussbielle, avec le reste de sa brigade, attaque Châtillon par la droite, canonne la position, tandis que les forts d'Issy et de Vanves couvrent le plateau de leurs obus, puis lance ses soldats à l'attaque du village. Mais des barricades successives, une fusillade partant des maisons ralentit, sans l'arrêter l'élan des troupes. Maison par maison, il faut enlever ces rues crénelées. Les assiégés se font assaillants. Un coup de feu frappe le général à la jambe. Il demeure à cheval et commande toujours sa brigade. En même temps, les mobiles de la Côte-d'Or et un bataillon des mobiles de l'Aube, placés à gauche, attaquaient Bagnaux et l'enlevaient à l'ennemi. Ces enfants se montraient, sous le feu, aussi solides que de vieilles troupes. (*Rapport de Vinoy.*) Là tomba, à la tête du bataillon de l'Aube, le commandant de Dampierre, jeune, riche et fait pour vivre, un descendant de ce général de Dampierre, mort en combattant les Prussiens sous la première République et enseveli au Panthéon avec son épée de combat, ses gants de buffle et sa dragonne en cuir.

Le commandant des mobiles de l'Aube, à l'entrée du village de Bagnaux, voyait ses soldats hésiter.

— Allons, en avant, mes enfants, dit-il en s'élançant sous une grêle de balles.

Il tombe, frappé au ventre, mais le village est emporté! Ce digne descendant du vieux Dampierre avait trente-trois ans.

Entre Bagnaux et Châtillon, le 35^e de ligne, que nous retrouvons dans toutes ces batailles avec son héroïque colonel, M. de la Mariouse, s'élançait, suivi d'un bataillon de mobiles bourguignons (Côte-d'Or), mais l'artillerie ennemie les décime. Eux aussi, sous le double feu des canons et de la mousqueterie, enlèvent des maisons une à une. Braves gens qui, au centre de l'action, cheminaient vers Châtillon sous une grêle de balles. Mais l'entreprise était trop hardie et là, encore une fois, la réserve manquait. Vainement l'artillerie de la brigade La Charrière faisait taire une batterie prussienne qui défendait l'extrémité de Bagnaux. Pour compléter notre avantage, il eût fallu des troupes fraîches. Les troupes manquaient. On sonna la retraite. Nos soldats, après cinq heures de combat glorieux, arrêtaient encore l'ennemi qui voulait reprendre ses positions, et l'artillerie des forts de Vanves, Montrouge et Issy tenait les colonnes ennemies à distance. Le rapport officiel du général Vinoy constatait, pour consoler Paris de ce résultat négatif, que le résultat de la reconnaissance avait été atteint, l'ennemi ayant dû subir de fortes pertes, tandis que les nôtres étaient peu sensibles. Efforts perdus, courage vainement dépensé!

(1) *Gazette de Cologne.*

(2) *Ibid.*